



Panorama affaires publiques des actualités du monde de la santé

Semaine du 17 mars 2025

INFOS ET CHIFFRES CLÉS

EN RÉSUMÉ

Nominations

- **Agnès Buzyn** : préside désormais le think tank *Evidences*, dédié aux questions de santé. Mélanie Heard, ancienne cheffe du pôle Santé de *Terra Nova* et collaboratrice d'Agnès Touraine, en est la déléguée générale.
- **Raphaël Beaufret** : directeur des services numériques de l'AP-HP, nommé président de la centrale d'achat de l'informatique hospitalière (CAIH).
- **Élise Haffen** : précédemment conseillère en affaires sociales et droits des femmes auprès de la présidente de l'Assemblée nationale Yaël Braun-Pivet, elle rejoint le groupe mutualiste Vyv comme responsable des affaires publiques.
- **Véronique Desjardins** : ancienne directrice générale du CHU de Rouen, nommée présidente du haut conseil des professions paramédicales.

Déserts médicaux – Guillaume Garot (PS) est rapporteur d'une loi transpartisane pour lutter contre les déserts médicaux. Le texte prévoit d'orienter les médecins vers les zones sous-dotées, supprimer la majoration tarifaire pour les patients sans médecin traitant, créer une première année d'études de médecine par département, et garantir le financement du dispositif. Examen fin mars.

Fin de vie et soins palliatifs – Deux propositions distinctes seront examinées pour éviter qu'un rejet n'entraîne l'échec des deux textes. L'examen en commission est prévu d'avril à mai. Yannick Neuder insiste sur des critères stricts pour l'aide à mourir, dont une décision collégiale et la limitation aux patients en phase terminale.

Carte Vitale numérique – Les assurés avec une carte d'identité au format carte bancaire peuvent télécharger leur carte Vitale sur smartphone via l'application France Identité. Généralisation prévue fin 2025.

Fraude à l'Assurance maladie – La fraude a plus que doublé en cinq ans, atteignant 628 millions d'euros en 2024. Les professionnels de santé en ville représentent 68 % des fraudes (416 M€, dont 115 M€ pour les audioprothésistes). Les assurés sont responsables de 109 M€, dont 42 M€ pour les arrêts de travail.

PJL Ddadue et actions de groupe en santé – La commission mixte paritaire sur l'adaptation au droit européen se tiendra fin mars. Le Sénat souhaite exclure santé et travail du champ élargi proposé par l'Assemblée, mais les députés pourraient obtenir le soutien de la gauche sénatoriale.

Santé scolaire – Elisabeth Borne a lancé des concertations pour les assises sur la santé scolaire du 14 mai, impliquant syndicats, professionnels de santé scolaires, éducateurs, parents et élèves pour améliorer la santé en milieu scolaire.

Nutrition et santé publique – Face au surpoids et à l'obésité, un arrêté modifie le calcul du Nutri-Score pour lutter contre les maladies cardiovasculaires, le diabète et certains cancers, malgré des dissensions gouvernementales.

Déficit public – L'INSEE pourrait annoncer un déficit légèrement supérieur à 6 % du PIB pour 2024. Le gouvernement vise 5,4 % en 2025 grâce à une gestion prudente des finances, avec une réserve interministérielle et une réduction des reports de crédits. Objectif : ramener le déficit sous 3 % d'ici 2029.